

Offre d'emploi : Juriste (H/F/X) – CDD de minimum 3 mois reconductible – Temps plein

Vous êtes intéressé·e par le secteur associatif et souhaitez mettre vos compétences juridiques au service d'une fédération patronale dynamique ? Nous recherchons, pour une entrée en fonction immédiate, **un·e juriste** motivé·e et prêt·e à se former, avec un intérêt marqué pour les procédures de marchés publics (centrale d'achats).

Vos responsabilités et missions principales

1. Gestion et suivi

- Assurer le suivi des projets centrale d'achat (procédures de marchés publics)
- Assurer les échanges avec les partenaires institutionnels les associations.
- Suivre les échéances et garantir le respect des obligations légales et réglementaires.

2. Conseil et accompagnement juridique

- Répondre aux questions et conseiller les associations sur leurs obligations légales et sur les contrats.
- Réaliser des veilles juridiques sur le droit associatif, de droit social et les règles encadrant les marchés publics
- Préparer des notes d'information, guides pratiques ou recommandations pour les associations.

3. Représentation et coordination institutionnelle

- Participer à des réunions avec les pouvoirs publics et les partenaires du projet pour défendre et promouvoir le bon déroulement du projet
- Assurer un rôle de relais entre les associations et les institutions pour répondre aux questions et faciliter la mise en œuvre du projet.

4. Communication et soutien opérationnel

- Maintenir une communication claire avec les associations, les informer des mises à jour et répondre à leurs questions.
- Développer et mettre à jour des outils de suivi, des procédures ou des documents contractuels.

Profil recherché

Des compétences juridiques et administratifs destiné aux associations, le master le plus approprié est un **Master en droit** avec l'une de ces orientations :

- Droit public et administratif – pour comprendre le fonctionnement des institutions publiques bruxelloises, la réglementation des associations et les relations avec les pouvoirs publics, la réglementation des marchés publics.
- Droit social – si le juriste doit également intervenir sur des questions liées au personnel des associations ou à leurs obligations sociales.
- Droit des associations / droit non marchand – le droit de l'économie sociale ou le droit des organisations sans but lucratif, qui sont directement pertinents pour la gestion des projet.
- Droit des assurances et des contrats (optionnel mais utile) – utile pour comprendre et encadrer les produits proposés par la centrale d'achats.
- Une première expérience est un atout, mais nous privilégions la motivation et la volonté de se former (juriste junior bienvenu).

- Bonne compréhension du fonctionnement des institutions publiques et des organes de concertation sociale.
- Excellentes capacités d'expression orale et écrite en français.
- Disponibilité et flexibilité : peu de déplacements à Bruxelles, horaires fixes mais peuvent être adaptés selon les besoins.
- Esprit d'équipe, sens du relationnel et capacité à communiquer avec différents publics (membres, partenaires, pouvoirs publics, ...)

Nous offrons

- Un CDD à temps plein jusqu'au 31 décembre 2025, possibilité de reconduction à partir du 1^{er} janvier 2026.
- Rémunération progressive : 3131.09 euros brut/mois la première année – 4113.44 euros brut/mois à partir de la deuxième année pour un temps plein.
- Un accompagnement et une formation sur mesure pour appréhender nos missions, notre organisation et nos mandats de représentation.
- L'opportunité de rejoindre une équipe dynamique et de participer activement au développement et à la défense du secteur associatif.
- Un package salarial, assorti d'avantages extra-légaux (chèques-repas, vacances complémentaires, etc.).
- Un environnement de travail stimulant, mêlant expertise juridique, échanges interpersonnels et représentation institutionnelle.

Intéressé·e ?

Merci d'envoyer, dès que possible, votre CV et lettre de motivation à l'adresse suivante : conseil@codef.be - A l'attention de Madame Justine Flossy (Directrice adjointe et responsable du service juridique)